



FAÇADE DE L'HOTEL DE VILLE DE MARIGNANE (2^e MOITIÉ XVII^e SIÈCLE)

DU COMMERCE DE MARSEILLE A LA NOBLESSE

LES

COVET DE **MARIGNANE**
(1555 - 1803)

Yves BILLIARD
AVOCAT AU BARREAU DE TOULON
39, Avenue d'Alphonse Denis
83400 HYERES
Tél. : 04 94 65 69 69 - Fax : 04 94 65 42 11



l'histoire du port de Marseille, pendant la seconde moitié du XVI^e siècle, est souvent mêlée la puissante firme commerciale de deux nouveaux venus : les frères Covet.

Les deux frères Jean et Martin Covet sont nés à Bourg ; nous ne savons rien de leur jeunesse et de leurs débuts commerciaux qui durent assez tôt les entraîner à Lyon. Contrairement à son extrait

de baptême du 2 novembre 1526⁽¹⁾, Jean se donne 18 ans lors de l'enquête sur les aluns de 1581, ce qui le rajeunirait de sept ans. Quant à Martin il se donne 33 ans lors de l'enquête sur les épices de 1563, ce qui le mettrait de 1530⁽²⁾. Dès 1555 à leur dire ils trafiquent à Marseille et le 3 novembre 1560 Martin présente au conseil de ville une demande de citadinage : la qualité de citoyen marseillais était en effet très enviée des commerçants étrangers en raison des exemptions de taxes qu'elle procurait. A cette date Martin et Jean entraînés déjà aux grandes opérations commerciales n'arrivaient pas les mains vides : n'offraient-ils pas au Conseil, souvent à court de blé pour le ravitaillement du peuple, de lui en procurer un stock d'une valeur de 18 à 20.000 florins d'or, correspondant à environ mille charges (120.000 ks), à tirer de Bourgogne, de Beaujolais et d'Auvergne. Néanmoins leur demande fut rejetée⁽³⁾, car les Covet ne remplissaient pas les conditions exigées pour être admis au citadinage, soit : être domicilié à Marseille avec sa famille depuis au moins dix ans et posséder en outre sur le territoire des biens immeubles. On pouvait tourner la difficulté en épousant une fille du pays et entrer par ce biais dans la citoyenneté marseillaise. Aussi le 10 janvier 1561⁽⁴⁾ célébrait-on le même jour le double mariage de Madeleine Monier avec Martin Covet et de Marguerite Monier avec Jean Covet : les deux sœurs étaient filles du marchand Claude Monier et de Millette Nappolon, et elles avaient deux frères Jean et Louis qui, surtout le second, paraissent avoir tenu leur place dans le commerce du port⁽⁵⁾. Sujets savoyard, les Covet restaient cependant étrangers au royaume de France et risquaient de voir leur succession se perdre par l'exercice du droit d'aubaine : aussi sollicitèrent-ils aussitôt des lettres de naturalité qu'ils obtinrent en mars 1563⁽⁶⁾.

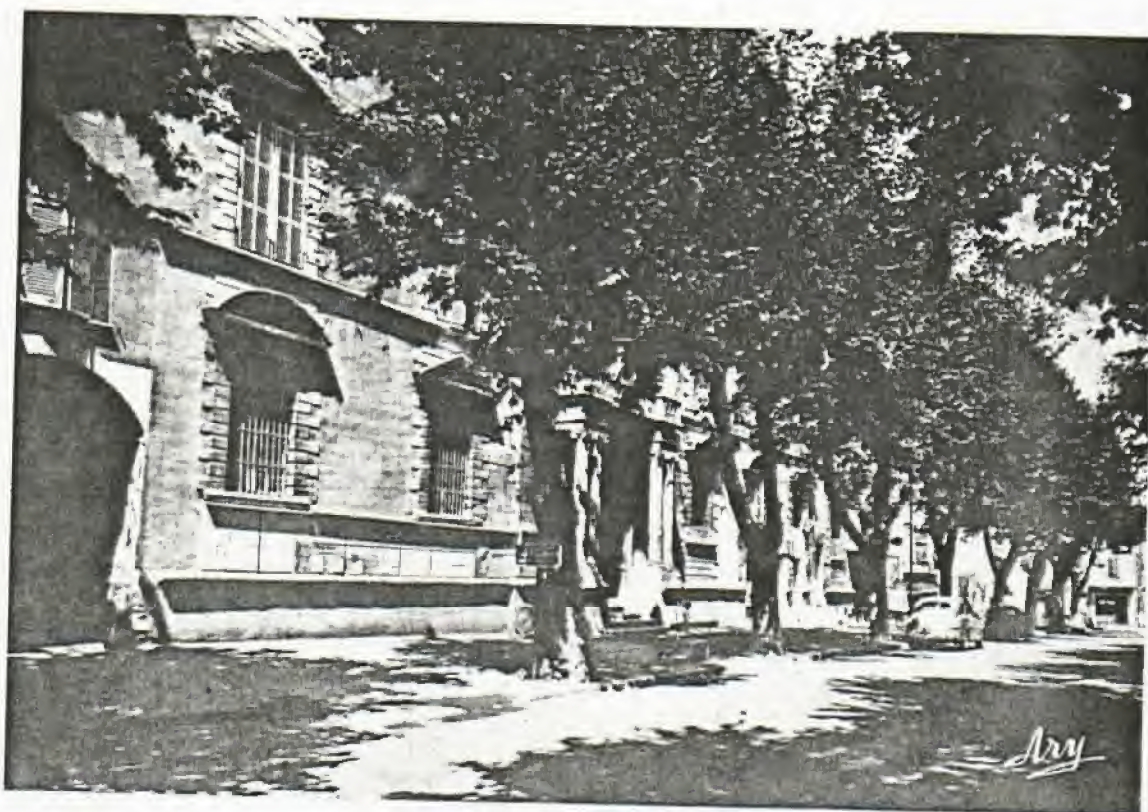
Entrés ainsi dans la société marchande de la ville, les Covet paraissent avoir accédé très vite à ce milieu du haut commerce qui à l'époque prenait ses intérêts dans toutes les branches de l'activité marchande : et encore cumulaient-ils au négoce l'armement et l'assurance maritime. Importateurs de blé en 1560, nous l'avons vu, les Covet se classent dès 1563 au troisième rang de la douzaine d'importateurs d'épices d'Alexandrie : un commerce pour lequel ils étaient spécialement bien placés, car le débouché principal de ces denrées orientales était axé sur la place de Lyon, où ils avaient gardé pied⁽⁷⁾. Dès cette époque leurs opérations dépassaient le bassin de la Méditerranée, comme l'indique une créance que leur agence de Lyon possède en 1569 sur la place d'Anvers, où confluaient épices d'Amérique et épices du Levant sur le plus grand marché international du temps⁽⁸⁾. La guerre vénéto-turque, déclenchée en juillet 1570, favorise Marseille port neutre à tel point que la douane des épices triple bientôt de valeur et la hausse se maintient au moins jusqu'en 1578, date d'une enquête où les Covet apparaissent en tête de la liste des 36 importateurs⁽⁹⁾. Est-ce sur la route d'Anvers que naviguait le vaisseau *Saint-Claude* appartenant aux Covet qui, début 1575, fut pillé au Havre-de-Grâce par des corsaires de la Rochelle. Ceux-ci gardèrent le *Saint-Claude*, mais eurent pitié de l'équipage qu'ils renvoyèrent à Marseille sur un petit

navire (*la Sainte-Trinité*) avec une cargaison de morue. « Le tout apartiendra à eulx et non poinct aux marchands », auraient dit les corsaires ; mais ce raisonnement ne fut point admis par la compagnie Covet, avec laquelle les matelots durent transiger⁽¹⁰⁾. Les risques de la flotte commerciale des Covet n'étaient pas moindres en Méditerranée, car en 1596 leur *Saint-Christophe* chargé de marchandises fut pillé à la sortie même du port de Marseille par les trois galères armées du prince Doria amiral de Gênes⁽¹¹⁾.

Importateurs de drogues et épices, les Covet le sont aussi d'alun, cette matière tinctoriale indispensable qui se classe à la tête des mordants employés à la teinturerie des draps : on sait qu'on les tirait à partie égale soit de Civita-Vecchia dans les Etats pontificaux, soit de Constantinople malgré les bulles d'excommunication interdisant le commerce avec les Turcs⁽¹²⁾. Afin de contrebalancer la valeur des achats d'épices, le trafic du port de Marseille avec l'Orient était basé sur l'exportation des carisés anglais, de draps du Nord et surtout des draps de Languedoc. Les Covet participaient largement à ce commerce consistant à la fois en draps apprêtés et en draps bruts non blanchis pour lesquels ils fournissaient aux Orientaux la cochenille importée d'Amérique⁽¹³⁾. Cependant la prospérité du port de Marseille consécutive à la guerre vénéto-turque amena les exportateurs de la place à s'associer pour s'affranchir de leurs fournisseurs lointains, en créant sur les lieux une industrie drapière qui leur fût propre et fabriquat à meilleur compte. La première compagnie drapière fut celle de l'Ecarlate, ainsi nommée du fameux drap rouge vénitien dont un transfuge Louis Drera lui apportait le secret (1570). Les Covet n'en font pas partie ; mais dès 1574 ils s'associent avec Charles Gèrenton et Magdalon Lethelier, ce dernier lâchant l'Ecarlate, pour fonder ensemble une fabrique rivale confiée aux bons soins de Bernardin Pasquale de Vicence. Celui-ci était chargé de l'achat des laines tant en Espagne que ailleurs ; mais il ne nous reste, hélas, aucune trace écrite de sa gestion prévue pour cinq ans⁽¹⁴⁾. De l'apparition d'une troisième compagnie rivale dès 1576 il semble cependant résulter que celle des Covet n'eut pas grande durée⁽¹⁵⁾.

Ils avaient d'ailleurs d'autres cordes à leur arc, car de 1576 à 1582 ils firent partie d'une grande compagnie commerciale, celle de J.-B. Nicolo, qui rivalisait avec la grande *Compagnie du corail de Bone* fondée dès 1553 par Thomas Lenche⁽¹⁶⁾. Puis de 1582 à 1591 ils participent aux grosses exportations de l'étain d'Allemagne vers la Turquie, via Marseille. L'étain, dont l'alliage avec le cuivre permet la fabrication du bronze, conditionnait alors le développement de l'artillerie qui avait pris au XVI^e siècle un si bel essor. Marchands de canons, les Covet étaient aussi amenés à s'occuper du commerce de la poudre : ainsi, au cours de la Ligue, comptent-ils parmi les fournisseurs attitrés de la ville de Marseille⁽¹⁷⁾.

Propriétaires de navires, ils avaient à assurer au cours de traversées parfois longues, le ravitaillement de leurs équipages dont le poisson salé était



un des éléments essentiels. C'est ce qui explique que les Covet aient en, près de la poissonnerie de Marseille, un magasin affecté au lavage du poisson et dont le quartier était d'ailleurs empuanti par les canalisations défectueuses ⁽¹⁸⁾.

Ce n'est pas tout, car, si l'on s'avance dans la banlieue marseillaise, en suivant la rive de l'Huveaune alors un véritable couloir industriel, on y rencontre les papeteries des Covet. Le papier jouait en effet un certain rôle dans les exportations de Marseille vers l'Orient ; et, comme pour le drap, ce commerce avait donné lieu à une industrie locale utilisant la force motrice des petites rivières qui dévalent de la Sainte-Beaume. A cet effet les Covet avaient fait construire plusieurs moulins à papier dont un doit être localisé à la Penne-Lez-Huveaune ⁽¹⁹⁾, et, afin d'être maîtres des eaux supérieures, ils avaient acheté en 1592, pour le transformer en moulin à papier, un moulin à drap construit par Joseph Nègre vers 1578 au terroir de Roquevaire, lieu dit *à la Recluze d'Aubagne* ⁽²⁰⁾.

Introduits par leurs affaires dans la haute société marseillaise, les frères Covet consolident leur situation en y établissant leurs enfants par de très brillants mariages. Martin ouvre le feu dès 1582 en donnant sa fille Désirée à Marc-Antoine de Vento, d'une famille génoise établie à Marseille dès le début du XV^e siècle ⁽²¹⁾. En 1581 c'est Madeleine, fille de Jean Covet, qui épouse César de Villages, un descendant de la nièce de Jacques Cœur ⁽²²⁾ ; et sa sœur Marquise devient le 17 mai 1586 l'épouse de Christophe de Foresta, fils d'un premier président au Parlement de Provence. Dix ans après (14 décembre 1596) Lucrèce, sœur de Désirée, épousera Antoine

de Forbin-Gardanne d'une branche de la famille du grand Palamède qui avait joué un rôle capital lors de l'union de la Provence à la France en 1481 ⁽²³⁾. Enfin Jean, le fils aîné de Martin, avait fait d'autre part une alliance encore plus belle à Paris, car en 1589 il épousait Geneviève de Beaugy, fille de Jacques président de la Chambre des Comptes et d'Anne Lemaître ; le père de celle-ci était conseiller au Parlement de Paris et la mère, une Lefèvre de Caumartin, parente de Louis, chancelier de France en 1622 ⁽²⁴⁾.

Peu de temps après avoir établi ses deux filles en Provence, Martin Covet, tout en gardant ses intérêts dans la maison de Marseille, quitte cette ville et vient s'établir à Lyon. Sans doute sa présence s'était-elle révélée indispensable à la tête de la maison lyonnaise ; mais peut-être aussi y fut-il attiré par l'acquisition qu'il avait faite avec son frère de la seigneurie de Montriblond (Saint-André de-Corey, Ain) à la date du 3 septembre 1590 ⁽²⁵⁾. Quoiqu'il en soit il est si bien devenu lyonnais que fin 1591 il est désigné comme un des cinq échevins modernes de la ville pour l'exercice suivant ⁽²⁶⁾. Il fut ainsi amené à financer de ses prêts la communauté liguëuse et eut de grosses créances compromises par suite de la soumission de la ville à Henri IV (8 février 1594).

A Marseille, aux élections d'octobre 1591, Jean Covet avait fait aussi la main au premier consul Cazaulx, acceptant de porter sous sa direction le deuxième chaperon. Il fut ensuite un de ses soutiens financiers au cours d'une dictature qui devait durer cinq ans ⁽²⁷⁾. N'était-il pas avec Riquetti et d'Albertas un des trois Crésus de Marseille, avant sa fortune



estimée à 300.000 écus d'or au recensement de 1595 ? « Il y avait grande amitié entre le dit sieur Cauvet et Cazaulx, dit une requête des consuls du 11 mars 1597, voire quelque preutjez de mariage d'entre le filz dudict Cazaulx et l'une des damoysselles filhes dudict sieur Cauvet ». Si cette alliance de famille n'eut pas lieu, la maison Covet ⁽²⁸⁾ frères tira du moins de gros avantages de l'élimination de certains rivaux de sentiments royalistes par le dictateur. En contrepartie les Covet étaient devenus les banquiers du besogneux Cazaulx, si bien qu'à sa chute il leur resta sur les bras de grosses créances, et certaines de celles-ci furent annulées, lorsqu'ils ne purent faire la preuve de livraisons équivalentes de marchandises à la communauté.

A part ces incidences bancaires Jean Covet tire ses épingles du jeu à la chute de Cazaulx, et il est qualifié par les consuls royalistes « homme d'honneur et de bonne foy, qui a depuis monstré en plusieurs signalés affaires combien il avoit de zèle au service du roy ». Peut-être même cet homme

camp pour les arquebusiers à cheval servant en Provence ; et celui-ci n'était autre que Jean II Covet, fils de Martin ⁽²⁹⁾. On sait d'autre part que le 25 février suivant un autre fils de Martin faisait partie d'une troupe envoyée par Guise assiéger Saint-Tropez et qu'il fut tué lors d'une action qui mit en fuite le duc d'Epéron venu au secours de la place ⁽³⁰⁾.

Cependant l'année même qui suit la reddition de Marseille, Martin et Jean Covet, restés jusqu'alors indissolublement unis en leurs affaires, se décident à séparer leurs intérêts ⁽³¹⁾. Il s'agissait d'une fortune fabuleuse qui étonna les contemporains, à tel point que les deux frères entrèrent vivants dans la légende. César Nostradamus, qui écrit en 1611 son *Histoire et chronique de Provence*, romance, avec sa faconde habituelle, ce partage qu'il qualifie « non de marchands ou négociateurs, gentilshommes, ny barons, mais de grands roys et monarques ». La division n'était-elle pas faite suivant les quatre parties du monde, les biens et facultés de l'Orient et du midi restant à Jean, ceux d'Occident et du septentrion attribués à Martin ; et encore les parts ne se balançaient-elles pas à quelque vingt mille écus près. Plus simplement dira-t-on qu'à Martin Covet étaient échus, comme de juste, la maison de Lyon et les biens de Bresse, et à son frère Jean la maison de Marseille avec les bastides et terres provençales. Et de leur liaison, « de leur si longue et fraternelle amitié qui demeura toujours verte et droite » il resta aux deux branches de la famille l'écu symbolique que signale, le premier, Nostradamus : *deux pins entrelacés en leurs troncs, qui se terminent en un seul arbre de sinople, garni de plusieurs pommes d'or en un champ d'argent*. La séparation des deux branches ne fut pas au reste complète, car un des deux fils de Martin, le baron de Saint Olive, prénommé aussi Martin, paraît avoir résidé en Provence, « assez connu en ceste province, dit encore Nostradamus, pour son train splendide et sa libéralité ». Quant à l'écu sa description diffère des figurations connues à vrai dire seulement à partir de la fin du XVII^e siècle, soit deux pins arrachés de sinople, les fûts passés en double sautoir, mais gardant la tête distincte, au lieu qu'elle se confonde en une seule. Jean Covet mourut à Marseille le 12 février 1598 ⁽³²⁾, suivi de près dans la tombe par sa femme Marguerite Monier (1 décembre 1602) ⁽³³⁾. Il laissait à son fils Jean-Baptiste une énorme fortune ; et bien que son père, grand commerçant, n'ait en rien vécu noblement, le fils va aussitôt chercher à s'introduire dans le corps de la noblesse.

* *

On sait que les acquisitions par les roturiers de terres nobles exemptes d'impôts provoquaient de la part du domaine royal l'exaction d'un droit important, dit de franc-fief, perçu tous les vingt ans. L'ordonnance de Blois en 1579 avait affirmé avec force le principe suivant lequel la possession d'une seigneurie n'entraînait nullement pour son titulaire le droit à la noblesse. Néanmoins les querelles avec les domaines au sujet de la perception du franc-fief offraient aux acquéreurs se disant nobles une occasion souvent propice, en usant de leur argent et de

PLAQUE DE CEINTURON EN CUIVRE ARGENTÉ AUX ÉCUS ACCOLÉS DE LOUIS-ANNE-EMMANUEL COVET DE MARIGNANE ET DE ANNE-MARIE-GABRIELLE DE MALIVERY (APRÈS 1751)



(Phot. Borel)

(Collection Jourdan-Barry)

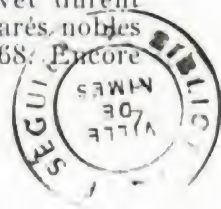
prudent avait-il d'avance joué sur les deux tableaux dès avant la reddition de Marseille à Henri IV (17 février 1596). On voit en effet que le duc de Guise, gouverneur de Provence, chargé de cette opération, avait commis le 26 janvier précédent un maître de



ENSEIGNE DU MAGASIN DE J.-F. GRANET (Arch. comm.)
CARTIER DE JOSEPH-MARIE COVET DE MARIGNANE, MARÉCHAL DE CAMP (1743)

leurs influences, de faire reconnaître cette qualité si enviée. Or Jean Covet avait acquis le 28 mai 1597 des de Foresta leur portion de la baronnie de Trets⁽³⁴⁾ échue à sa mort à son fils Jean-Baptiste ; et celui-ci étant devenu ainsi seigneur de fief, comme ses cousins de Montribloud en Bresse, il se trouvait talonné par les commissaires du bureau des francs-fiefs d'Aix qui lui réclamaient les droits requis par arrêt du 2 avril 1599. Aussitôt Jean-Baptiste provoquait une enquête devant le tribunal du sénéchal de Lyon, jurisprudence de son pays d'origine, et il était autorisé à y produire ses témoins⁽³⁵⁾. Le premier cité, Antoine Caunes ou Camus, baron de Rivière, trésorier de France au bureau des finances de Lyon, âgé de 75 ans, déclare avoir connu les frères Covet il y a un demi-siècle, alors déjà considérés pour nobles. Jacques Pons, docteur en médecine à Lyon, 65 ans, n'est pas moins affirmatif ; et Mathieu Collin, bourgeois de Lyon, et qui plus est né à Bourg, renchérit en disant que leur père François Covet était déjà « réputé d'un chacun vivant noblement ». Cependant les commissaires aux francs-fiefs durent percevoir le droit, car vingt ans après, suivant le délai légal, ils n'avaient pas désarmé et le réclament à nouveau. Le 2 octobre 1619 les Covet provoquent donc une nouvelle enquête effectuée cette fois à Bourg, le berceau de la famille. Les six témoins, tous bourgeois, sont épaulés d'un des consuls de la ville, Antoine Crippon, 56 ans et déclarent les frères Covet, fils de François et de Jeannette de Plasture, qualifiés de nobles sur leur sépulture de l'église des Jacobins, chez les Dominicains de Bourg. Or, à

propos de cette pierre tombale disparue, il se pose ici la découverte récente d'une lettre, annexée à l'enquête et que Jean-Baptiste Covet, baron de Trets, aurait bien dû brûler. Elle émane d'un de ses agents nommé Dupont chargé de mobiliser des témoins sur les lieux : tâche difficile car, dit-il, les uns sont absents et les autres ne veulent pas dire ce qu'on veut qu'ils disent. Il est aidé dans sa tâche par un certain Legrand, juge de Montribloud, officier par conséquent de la branche Covet de Bresse, et dont la présence à cette enquête est plutôt suspecte. Le commissaire greffier se « faschoit fayre tâche procédure contre sa conscience... » Il n'aurait pas signé, dit-il, « sans l'instance prière que mondit sieur Legrand et moy luy avons faictes et la parolle qu'il en avoit faicte à madame... » Allusion nette à la pression exercée par ces dames, soit qu'il s'agisse de la femme du réclamant Jean-Baptiste Covet, ou de la femme de son cousin germain, la baronne de Montribloud. Malgré ce, l'agent Dupont ne se sentait pas encore assez couvert et il ajoute : *J'ay résolu de faire effacer, sur le tombeau de feu son frayre de Couvel, (donc le frère de l'aïeul François), une carte de cardeur que y est gravé ; et m'assure que monsieur le prieur des Jacobains me le permettra ; ce sera le plus secrettement que fayre se pourra et au plus tôt.* Témoin muet de l'origine artisanale de la famille, la carte de cardeur à laine fut-elle bien effacée ? Quoiqu'il en soit ces messieurs des francs-fiefs ne furent pas convaincus et les Covet durent attendre un demi-siècle, avant d'être déclarés nobles par arrêt du Conseil du 26 novembre 1668. Encore



à cette date y eut-il scandale, et l'auteur anonyme de la *Critique de l'état de la Provence de Robert de Briançon* rappela-t-il, indigné, que François Covet, père de Jean et de Martin, n'était qu'un charretier « qui a fourni toutes les charrettes pour les voitures de Marseille à Lyon⁽³⁶⁾ ». Un charretier qui avait pour frère un cardeur : ainsi y a-t-il bien concordance entre la lettre de Dupont et la tradition orale qui s'était maintenue par la voix publique. On verra d'ailleurs que l'arrêt de 1668 fut annulé et que les Covet durent encore patienter près de trente ans.

Débouté de ses prétentions à la noblesse par les commissaires aux francs-fiefs de 1599, Jean-Baptiste Covet ne s'en alliait pas moins très noblement en épousant le 18 mars 1601 Lucrèce de Grasse, de l'illustre famille de ce nom, fille et héritière de Pompée, auteur de la branche des seigneurs de Bormes et de Suzanne de Villeneuve-des-Arcs⁽³⁷⁾. Après avoir joué un certain rôle politique à Marseille comme premier consul, la même année 1601, Jean-Baptiste Covet, déjà baron de Trets, acquérait le 21 février 1603 la seigneurie de Marignane, dont sa branche devait porter le titre illustre jusqu'à son extinction.

Ici il convient de jeter un regard en arrière sur le passé de cette terre de Marignane et de son château, encore debout, servant d'hôtel de ville, et à la possession duquel s'attachent tant de noms illustres. Le 27 octobre 1422 François de Baux, seigneur de Marignane, vendait à la reine Yolande, alors régente de son fils Louis III, son château avec ses appartenances et juridictions au prix de 6000 florins d'or. Dès 1428 Marignane passait aux de Valois puis en 1454 à Charles du Maine, neveu du roi René et vicomte de Martigues. Revendue au sénéchal de Provence Jean de Cossa, la terre revient ensuite au domaine, puis à Pierre de Beaujeu régent du royaume et, après un nouveau retour au domaine, est concédée en apanage à Louise de Savoie, mère de François I^{er}. Le 16 novembre 1530, celle-ci en fait don à sa belle-sœur Anne, veuve en 1525 du comte de Tende, gouverneur de Provence, d'où il passe à leur fils Claude successeur de son père. Après une revente à Louis Adhémar de Monteil comte de Grignan (1543), le château est racheté par Claude de Tende, mais cette fois au compte de sa deuxième épouse, Françoise de Foix (1547). Et celle-ci, devenue dame de Marignane, puis usufruitière à la mort de son mari (1566), va régner sur la seigneurie pendant un demi-siècle ; c'est elle qui à partir de 1555 s'engage au château dans des réparations très importantes dont le devis détaillé nous a été conservé, et qui devaient être sans doute terminées en 1564, lors de la visite de Charles IX. Elle y avait des intérêts communs avec sa belle-fille héritière de son mari, issue d'un premier lit, Renée de Savoie, épouse de Jacques d'Urfé depuis 1554 ; et ce sont ces intérêts qui amènent celle-ci à faire un voyage en Provence, au cours duquel elle mit au monde à Marseille le fameux poète Honoré d'Urfé (1568). Françoise de Foix est encore usufruitière de Marignane en 1586 ; quinze ans plus tard la terre est aux mains de Jacques II d'Urfé, frère d'Honoré et héritier de tous les biens de cette

maison, lorsque Marignane est enfin aliéné à Jean-Baptiste Covet⁽³⁸⁾.

L'acquisition de la baronnie de Marignane devait tendre à détacher peu à peu Jean-Baptiste de sa résidence à Marseille. Il en fut définitivement éloigné à partir du 20 novembre 1608, date à laquelle, après résignation du président du Vair, il obtenait ses lettres d'office comme garde des sceaux et trente septième conseiller laïque au Parlement de Provence⁽³⁹⁾. Reçu le 16 juin 1609, il avait fait un présent de cinq mille pistoles à celui qui lui remit l'office : « ce qu'il pouvoit très bien faire, dit le contemporain César Nostradamus, voire par manière d'estrenes, étant nay d'un très riche et très homme d'honneur de père »⁽⁴⁰⁾.

Des intérêts ramènent cependant le garde des sceaux de temps en temps à Marseille. L'installation de sa madrague de Gignac, première madrague particulière autorisée par brevet royal du 20 juin 1630, l'avait mis en conflit avec les prudhommes pêcheurs de Marseille ; car ceux-ci, arguant de leur juridiction prud'homale, prétendaient conserver leur soi-disant monopole de pêche dans les eaux du golfe. Soutenu par la ville, à qui la nouvelle madrague promettait une plus grande abondance de thons sur le marché de Marseille, Covet finit par l'emporter en 1633. On a conservé le contrat de société, à frais communs, qu'il avait passé pour l'installation et l'exploitation de la madrague, durant 15 ans, avec les frères Pascal de Marseille ; on y prévoit l'emploi de 9 barques et de 24 mariniers durant la période de pêche⁽⁴¹⁾.

A la même époque le pauvre baron, souffrant « de certaine carnosité, ulcères et fistulles », aux parties secrètes de son corps, s'était mis entre les mains d'un charlatan nommé François Marengue, assisté de deux compères marseillais qui durant cinq mois vinrent à Aix pour lui appliquer un traitement à base de chandelle. Or Marengue n'étant arrivé qu'à retarder la guérison, formellement promise, le baron poussé par Salvator, chirurgien de Toulon, finit par le sommer d'avoir à lui restituer les cent pistoles d'or qu'il lui avait avancées⁽⁴²⁾.

Jean-Baptiste Covet avait deux fils : Gaspard qui, du chef de sa mère, Lucrèce de Grasse, sera seigneur de Bormes et Henri à qui sera attribué Marignane (10 novembre 1635)⁽⁴³⁾. Dans un codicile du 17 juillet 1638, le baron garde des sceaux charge la part de ce dernier d'une somme de 8.000 livres affectées à la bâtisse d'un couvent que les Minimes veulent faire à Marignane, sous le titre de Sainte-Marie-Madeleine⁽⁴⁴⁾. Ainsi les Covet s'érigent-ils dès le début en protecteur des Minimes qui devaient se maintenir à Marignane jusqu'à la Révolution. Peu de jours après Jean-Baptiste mourait, et au temps de l'historien de Haitze, un demi-siècle plus tard, on gardait encore le souvenir de ses funérailles pompeuses à Saint-Sauveur. Il en resta même un dicton dans l'expression « la bourse du baron de Cauvet », pour exprimer la richesse des plus grandes finances⁽⁴⁵⁾.

Henri Covet de Marignane, baptisé aux Accoules de Marseille le 3 mars 1602, avait épousé le 2 novem-



MÉDAILLON CENTRAL ET FRISE DU PLAFOND PEINT
DE L'HOTEL DE VILLE DE MARIGNANE VERS 1666-1689

(Phot. Colas)

bre 1637 Melchione d'Escalis, une nièce de Marc-Antoine seigneur de Bras, premier président de 1616 à 1620⁽⁴⁶⁾. Premier consul de Marseille en 1637-1638, il se posait aussitôt en chef du parti opposé à celui d'Antoine de Valbelle que protégeait Abel Servien, secrétaire d'Etat sous Richelieu. Après la mort du premier ministre (fin 1642) Marignane devient à Marseille l'homme du comte d'Alais, gouverneur de Provence, il est tout puissant et assure l'élection des hommes de la faction hostile à Valbelle. En 1644 il acquiert de Charles de Nargonne l'office de gouverneur et capitaine pour le roi de la tour de Bouc, un point stratégique important de la navigation côtière⁽⁴⁷⁾. Après les élections d'octobre 1645 d'Alais, désireux d'amoindrir le Parlement, patronne un projet d'établissement de Chambre souveraine à Marseille⁽⁴⁸⁾. Le nouveau président tout désigné en serait Marignane, devenu ainsi le premier officier du roi de la ville, coiffant les lieutenants du Sénéchal et de l'Amirauté. Mais, si le parti de Marignane conserve l'hôtel de ville (1646), le projet échoue, le beau rêve s'envole, et d'ailleurs bientôt, Marignane va mourir en pleine lutte⁽⁴⁹⁾ à quarante cinq ans (mai 1647). Il avait été, comme premier consul d'Aix, procureur du pays en 1641⁽⁵⁰⁾ et d'autre part peu avant sa mort il arrondissait ses domaines, en achetant à Bernard de Forbin, gouverneur de Toulon,⁽⁵¹⁾ la seigneurie de Saint-Cannat (septembre 1646).

Sa succession politique devait être dévolue à son frère Gaspard, baron de Bormes, nommé garde des sceaux⁽⁵²⁾ à la mort de leur père (1638). On

notera que cette charge ne conférait pas alors une noblesse transmissible, car c'est seulement par l'édit de juillet 1644 que celle-ci fut acquise au fils d'un père titulaire, mort en charge après vingt ans d'exercice. La même année, Bormes avait épousé Claire-Françoise de Forbin d'Oppède⁽⁵³⁾, la sœur d'Henri qui, plus tard, comme premier président, faisant fonction d'intendant, devait en fait commander la Provence. Au Parlement Gaspard s'était classé dans les opposants à l'enregistrement de l'édit de Saint-Germain, qui avait institué une chambre nouvelle, dite des Requêtes, tendant à déposséder les chambres anciennes de leurs affaires les plus intéressantes (16 mars 1641) ; mais, interdits par Richelieu, ils avaient dû bientôt s'incliner devant l'autorité du ministre⁽⁵⁴⁾. A Marseille, durant la Fronde, Bormes succéda à son frère Henri à la direction du parti du comte d'Alais et, après le rappel de celui-ci à la cour (septembre 1650), Bormes, resté fidèle à sa cause et à celle des princes, est à la tête de la troupe armée qui, le 17 janvier 1651, échoue dans une attaque sur l'hôtel de ville, par suite de la vigilance d'Antoine de Valbelle⁽⁵⁵⁾. Peu après, lors de la démolition de l'hôtel de ville, c'est la maison de Gaspard, sur la place Neuve qui est louée comme local provisoire ; et ce choix donne une idée de ses belles dimensions (16 septembre 1653). A son fief de Bormes le baron joignait le marquisat⁽⁵⁶⁾ des Iles d'or groupant sous une appellation pompeuse due à l'imagination de Jehan de Nostredame les trois Iles de Port-Cros, de Bagaud et du Levant, à l'exclusion de Porquerolles. Dans la dernière période de sa vie Gaspard, à l'imitation de son père, fonde un couvent



nimes à Bormes ⁽⁵⁷⁾, auprès de son château (11 mai 1651) ; puis en 1655 il résigne sa charge au profit d'Antoine de Guiran-la-Brillane ⁽⁵⁸⁾, et il meurt le 20 mars 1668, enseveli chez ses chers Minimes, et ne laissant pas d'enfants ⁽⁵⁹⁾.

Il a comme héritier son neveu, le fils d'Henri, Jean-Baptiste II, qui l'avait jadis assisté dans sa participation à la fronde marseillaise. Devenu seigneur de Marignane à huit ou neuf ans, ce petit orphelin avait eu sa baronnie ⁽⁶⁰⁾ érigée en marquisat quatre mois après la mort de son père (septembre 1647). Vers 1658 il épousait Sylvie de Porcelet-Maillane, tandis que sa sœur Anne devenait la femme de leur cousin Antoine Covet de Montriblond, de la branche réinstallée par Martin le Vieux en Bresse. Sa première femme morte, sans lui avoir laissé d'enfant, Jean-Baptiste convole en 1664 avec Blanche de Seytres de Caumont ⁽⁶¹⁾. Comme l'avait été autrefois son père, il est élu en 1663 premier consul d'Aix et de ce chef procureur du pays. Enfin la question de la noblesse familiale paraît réglée, puisque le nouveau marquis de Marignane et des Iles d'or obtient du commissaire Belleguise un jugement de maintenue le 24 septembre 1668. C'est à cette époque qu'il fut connu et estimé de madame de Sévigné, au cours de ses séjours en Provence chez les Grignan ; dans une lettre du 10 février 1676, elle a fait allusion à un point commun qu'ils avaient entre eux, celui d'être torturé par les rhumatismes ⁽⁶²⁾. Et puis Marignane flatteur, et premier consul d'Aix à nouveau

daté de Bourg, le 13 septembre 1538. En conséquence il condamne le marquis de Marignane à payer le droit de franc-lief, estimé pour les fiefs nobles qu'il détient à 30 mille livres. Et madame de Sévigné de s'exclamer plus tard : « Je pleurerai encore, si je voulois, de l'état où je le vis une fois contre M. Rouillé ». Déception, ou violente colère ? Sans doute l'une et l'autre. Bien qu'ayant par les Bussy-Rabutin du sang des premiers ducs de Bourgogne dans les veines, madame de Sévigné, loin de mépriser ces roturiers, leur veut du bien. Aussi en 1689 patronne-t-elle très instamment, pour un des fils de Marignane, un projet de mariage dans la haute noblesse bretonne. À ce propos elle écrit le 8 juin : « Je suis témoin de la beauté de son château, *de ses meubles d'argent* ⁽⁶⁴⁾ et des belles soles que l'on pêche dans ses étangs. Elle me demande [sa correspondante] de la grandeur de sa maison : je dis qu'elle est fort grande, et j'entends son château... Il faudra passer cet endroit là du mieux que l'on pourra et dire tout le reste qui est fort bien. Je serais ravie de servir ce bon et honnête homme qui me paroît de vos amis [ceux des Grignan]. Et elle ajoute avec esprit le 13 juillet : « Si on me presse sur sa bonne maison, je mangerai des pois chauds... » Or tous ces bons renseignements étaient quelque peu périmés, la marquise étant encore sous le charme d'une visite qu'elle avait dû faire à Marignane quelque quinze ans plus tôt. Et voici qu'elle doit vite déchanter, car il lui en arrive par sa fille de fraîche date et tout différents : « Des

(Coll. Jourdan-Barry)

PAIRE DE SALIÈRES EN ARGENT AUX ARMES DES COVET, XVIII^e SIÈCLE

(Phot. Borel)



en 1676, n'avait-il pas déclaré en voyant le petit marquis de Grignan, petit-fils de madame de Sévigné, né en 1671, qu'il était beau comme un ange ? ⁽⁶³⁾

Or le 6 juin 1678 il arrive que la maintenue de Belleguise est annulée par jugement de l'intendant de Provence Rouillé, qui argue de faux le testament produit de l'auteur de la famille, François Covet,

dettes en quantité, des terres sujettes à la taille, de la vaisselle en gage... Mais que sont devenus tous les beaux meubles, les grands brasiers, les plaques [de chandeliers], le beau buffet et tout ce que nous vîmes à Marignane ? Je crus que c'était une illusion, et je vois que je ne me trompais pas ; il faut que les affaires de Marignane se sentent du temps comme celles de tout le monde... » ⁽⁶⁵⁾.



FRISE DU PLAFOND DE L'HOTEL DE VILLE DE MARIGNANE VERS 1666-1689

(Phot. Colas)

Ce noir bilan de la situation pécuniaire de Jean-Baptiste II, vers la fin de sa vie, paraît bien être confirmé par les ventes domaniales qu'il effectue à cette époque : le 2 juillet 1689, c'est la baronnie de Trets aliénée à Jean-François Gaufridi pour 120.000 livres et le 30 janvier 1690, c'est le tour du moulin de la Moutte sur l'Huveaune, à Saint-Loup près Marseille, vendu à Jean Rimbaud, ancien premier échevin, 57.000 livres⁽⁶⁶⁾. Les immeubles n'ayant pas suffi à payer les dettes, les beaux meubles d'argent durent sans doute aussi être engagés : le fait est qu'on ne les retrouve plus dans l'inventaire peu postérieur de la succession du marquis. Et l'envoi de l'orfèvrerie et de la vaisselle à la Monnaie ne sert pas ici d'explication, la lettre de madame de Sévigné étant du 17 juillet 1689 et l'ordonnance royale prescrivant le sacrifice demandé par Louis XIV pour les besoins de la guerre de la Ligue d'Augsbourg n'étant que du 14 novembre suivant. Quant à la cause initiale de la détresse du marquis, ne remonterait-elle pas pour partie à la restauration du château de Marignane, dont la façade actuelle porte bien la marque de cette époque ? Or, d'après le témoignage oral d'un vieillard, mort en 1853, et consigné au livre d'or de la mairie, les travaux se seraient échelonnés du début de 1689 à juin 1696. Quoiqu'il en soit il y a un témoignage écrit sinon d'une restauration totale, du moins de constructions effectuées au château à cette époque : car, dans l'inventaire de ses biens que fit dresser de son vivant J.-B. de Covet le 29 mai 1692, un an avant sa mort, il est question du salon de l'appartement neuf et de la chambre du quartier neuf, côté mistral, le tout décoré, comme les autres pièces, de force tapisseries. Parmi ses autres résidences sont énumérés : le château de Saint-Cannat acquis, nous l'avons dit, par son père, ceux de Bormes et de Vitrolles hérités de son oncle Gaspard, ceux de Gignac et de Velaux, dont l'origine n'est pas indiquée. Ainsi de la Tour de

Bouc et de la madrague de Gignac, de Marignane et de Saint Victoret, (ce dernier acquis, semble-t-il plus tard) l'immense domaine des Covet s'allonge au bord de l'étang de Berre et remonte au Nord par Vitrolles et Velaux jusqu'à la pointe extrême de Saint-Cannat. Et quant aux domaines extérieurs, si Trets vient d'en être détaché, ils comprennent encore Bormes et les Iles d'Or. Cependant, moins riche en meubles qu'en immeubles, Jean-Baptiste Covet déclare que ses châteaux étant vides, sauf celui de Velaux, il ne pouvait y séjourner qu'avec des meubles apportés de Marignane. Par contre il avait encore à l'époque à Marseille une maison meublée et ornée de trois grandes tapisseries⁽⁶⁷⁾.

*
*
*

De son second mariage avec Blanche de Seytres, Jean-Baptiste II laisse deux fils : Joseph Gaspard qui suit et Paul dit le comte de Marignane. L'un d'eux est signalé comme élève du collège de Clermont, chez les Jésuites en 1677, au moment où y entre son petit compatriote le marquis de Grignan⁽⁶⁸⁾. Le 26 novembre 1695 les deux frères Covet réalisaient enfin le grand rêve de la famille, en obtenant du Conseil royal un arrêt de déclaration de noblesse. Il y eut d'ailleurs des sceptiques, et l'auteur anonyme de la *Critique de l'Etat de la Provence* déclare à ce propos : « Il faut que le roi parle en termes exprès. Les lettres patentes seules attribuent un titre de noblesse incontestable...⁽⁶⁹⁾ » Le comte Paul fait une belle carrière militaire ; il est enseigne aux gardes françaises le 6 février 1684, brigadier le 26 octobre 1704, lieutenant général le 30 mars 1720⁽⁷⁰⁾ et meurt le 1^{er} novembre 1738 à Marignane, à 74 ans et sans descendance présumée.

Le marquis Joseph-Gaspard avait épousé le 1^{er} février 1692 Diane-Marie de Crussol d'Uzès

de Saint-Sulpice ⁽⁷¹⁾. C'est celle-ci qui, en son absence — il était retenu par la goutte à Marseille — présida à la pose de la première pierre du couvent des Minimes reconstruit à Marignane en 1701 ⁽⁷²⁾. Le 11 août 1715 leur fille Louise épouse Henry-Raynaud d'Albertas, premier président en la Cour des comptes d'Aix ; et l'on a de cette alliance un joli souvenir sous la forme d'un jeton armorié frappé à la Monnaie de Paris en 1719 ⁽⁷³⁾. Suivant un passage des *Mémoires* du duc de Luynes parus en 1752 et cité ci-dessous Joseph Gaspard aurait été un très mauvais administrateur de ses biens. Ce que l'on constate d'après les documents locaux, c'est qu'il était en conflit avec ses administrés. Ainsi, par une interprétation abusive de l'édit de création des maires de 1692, la municipalité de Marignane refusait-elle aux officiers du seigneur ⁽⁷⁴⁾ le droit d'entrer aux assemblées du Conseil (1708). Joseph Gaspard est mort avant le 3 août 1708 et laisse son marquisat à Joseph-Marie qui suit. Il écartelait l'écu aux deux pins des Covet du lion de sable des Grasse de Bormes dont il avait relevé le titre éteint du chef de sa bisayeule Lucrèce de Grasse ⁽⁷⁵⁾.

Joseph-Marie, admis à l'ordre de Malte dès ses cinq ans, fait comme son oncle Paul une belle carrière militaire : le 29 juillet 1715 il est mousquetaire à la 2^e Compagnie, en 1723 sous-lieutenant des Chevaux légers de la garde du roi ⁽⁷⁶⁾. Une requête d'un des voisins du marquis, Jean-Joseph de Roux, seigneur de Lambruise, au sujet d'un droit de pacage dont il aurait privé les habitants et les forains, nous le montre sous un bien mauvais jour (1717) ; mais la violence même du ton de cet adversaire écrivant du fond de sa prison nous incite à la prudence ⁽⁷⁷⁾.

Marignane vivait à Paris, ayant la faveur de Mlle de Nantes, mère du duc de Bourbon, qui lui avait concédé un appartement au Palais Bourbon. Jouant de sa parenté avec la duchesse d'Aiguillon, elle avait été présentée à la cour par madame de Luynes, amie de la Pompadour ⁽⁸⁰⁾. Elle en profitait pour solliciter auprès des ministres l'avancement de son mari, qui est brigadier le 1^{er} août 1734, maréchal de camp le 15 mars 1740, fait prisonnier à la bataille de Dettingen le 13 juillet 1743, lieutenant général enfin le 1^{er} mai 1745. Retiré en Provence, le marquis achète cette même année à Aix l'hôtel des Boyer-Bandol provenant des d'Albert, sis 12 rue Mazarine, entre l'hôtel des Clapiers et l'hôtel de Ribbe, dont il est séparé par un jardin. De cette retraite il est question dans les *Mémoires* du duc de Luynes : « Il avait trouvé, dit-il, ses affaires dans un état déplorable par la mauvaise conduite de son père et un fort beau château, mais en mauvais état pour les meubles ; il avait tout rétabli et y vivait fort honorablement ». Quant à la marquise elle était encore à Paris en 1749, où elle passait pour être la maîtresse du marquis de Vence, Alexandre-Gaspard de Villeneuve, l'époux de Madeleine-Sophie de Simiane, petite fille de madame de Sévigné. Après la mort de Marignane (25 février 1752), la marquise revint à Aix, où elle vécut sur pied d'intimité avec de Vence et où ils moururent, lui le 20 novembre 1774 et elle en 1775.

Son fils Louis Anne-Emmanuel, dernier marquis de Marignane, que les mauvaises langues disaient fils du marquis de Vence, était né le 21 mars 1731. Il était sous-lieutenant dans les Chevaux-légers de la garde du roi, lors de son mariage avec Anne-Marie-



JETON AUX ARMES DE HENRY RAYNAUD
MARQUIS D'ALBERTAS ET DE SON ÉPOUSE
LOUISE COVET DE MARIGNANE (1719)

(Cabinet des Médailles)

(Phot. Borel)

Il épouse le 24 octobre 1721 Marie-Marguerite d'Orcel (1704-1775), fille et héritière de Jacques et de Dorothee d'Albert du Chêne. Ainsi les deux seigneuries de Plaisians, près de Buis-les-Baronnies et de Bezaure, près Murs (Vaucluse), vinrent-elles s'agglomérer aux domaines extérieurs des Covet ⁽⁷⁸⁾. Par contre la seigneurie de Bormes aurait été vendue vers 1733 à Jean-Louis L'Hérault de Saint-Germain, seigneur d'Alfort ⁽⁷⁹⁾. Madame de

Gabrielle de Maliverny, fille unique et héritière de Claude, président à mortier au Parlement de Provence et de Marie-Thérèse de Simiane (5 juillet 1751). Une dot de 215.000 livres et des espérances de 8 à 900.000 livres ! il y avait de quoi satisfaire les Covet par l'équivalence de deux énormes fortunes. De cette union naissait le 3 septembre 1752 une fille unique, Emilie, que son mariage avec Mirabeau devait rendre célèbre. Le ménage boiteux de ses



(Ancienne collection de Montvallon)

parents, encore plus mal assortis que les grands parents, se brisait dès 1760, et la petite Emilie fut confiée aux soins de sa grand'mère, la marquise douairière, Marguerite d'Orcel qui n'avait rien d'une éducatrice et la grondait du matin au soir. Pour le pauvre marquis, il passait une partie de sa vie au château de Tourves chez les Valbelle. A sa décharge on doit dire cependant qu'il fut consul d'Aix en 1768-1769. Le bailli de Mirabeau nous le décrit « bon homme d'honneur à la française, mais d'une inertie qui le tenait tous les matins quatre heures, les jambes sur les tablettes de sa cheminée, avec un *Mercur* ». Quant à la terre de Marignane le même bailli l'estimait ⁽⁸¹⁾ « à 50.000 livres de rente, et en rendrait ensuite à quelqu'un qui la ferait valoir plus de 60 ; une très grande, quoique baroque maison, un pays plus beau que la Tour d'Aigues, Peyrolles, une plaine superbe... » Un des profits de l'exploitation seigneuriale du domaine consistait dans les bourdigues de l'étang de Berre, dont les pêches trouvaient un écoulement facile sur le marché voisin de Marseille. Aussi le marquis avait-il à Marseille sa poissonnière attitrée, la nommée Beaumond, femme Rouvière, et il protestait quand on voulait lui déplacer son

ban habituel ⁽⁸²⁾. Enfin le dernier des Covet ne craignit pas d'aliéner le plus beau fleuron de sa couronne en cédant le marquisat des Iles d'or à Simon de Savornin, major commandant de Port Cros (1785).

Les historiens qualifiés du comte de Mirabeau ⁽⁸³⁾, le futur tribun, ont raconté, en détail l'histoire du mariage du jeune homme perdu de dettes avec la plus riche héritière de Provence, Emilie Covet, âgée de 18 ans (23 juin 1772). Voici le portrait que traçait de la dernière des Covet le marquis de Mirabeau, le fameux *Ami des hommes*, à la plume incisive : « Ma belle-fille est d'une figure très ordinaire au premier abord. Elle se tient tout de côté, quoiqu'elle ait d'ailleurs la taille bien ; en un mot le premier abord n'est pas très avantageux, loin de là. Mais elle a tant de sensibilité et de franchise qu'elle intéresse promptement, quand sa timidité ne l'engonce pas. Elle a d'ailleurs de l'esprit, voit tout et juge tout ». Le marquis ajoute qu'elle est espiègle et rieuse, a dans la mémoire une collection d'histoires provençales fort salées qu'elle conte moitié en patois, moitié en français de la façon la plus comique, et

il termine par « sa gentillesse d'esprit... son recoin de singe dans la manière et les jeux ». On a aussi sur Emilie le témoignage de Portalis qui, l'ayant vue dans son enfance, parle de ses grands yeux noirs et de son regard caressant ; point commun avec Mirabeau, elle était douée, dit-il, d'une voix superbe qui en faisait une chanteuse remarquable. Mais la lune de miel fut brève devant l'accumulation des dettes contractées par le jeune mari : Mirabeau étant encore mineur et, comme tel, ses dettes réductibles au tiers comme entachées d'usure, son père se hâte de le faire enfermer au château d'If (septembre 1774) d'où il est transféré au fort de Joux près Pontarlier en mai 1775. Le beau mariage disloqué, Emilie retourne auprès de son père et prend la direction de la maison de ce faux veuf abandonné lui aussi de son épouse, mais qui passe pour avoir le meilleur cuisinier d'Aix. Elle tache d'oublier, en se jetant dans les mondanités de la haute société locale : c'est le temps où elle joue la comédie de salon au Tholonet chez le marquis de Gallifet dont le fils, le comte Alexandre, est son grand partenaire ; c'est là qu'elle s'évanouit sur la scène à la nouvelle tragique de la mort subite du petit Victor son enfant de cinq ans, l'espoir de la maison de Mirabeau (8 octobre 1778). Désespéré de son côté, Mirabeau écrivait de son épouse le 24 octobre 1780 : « Elle n'avait ni l'âme forte ni l'esprit élevé, mais elle était née pour être raisonnable, quoique bien mal élevée, et elle l'aurait été, si je n'eusse été très fol et d'une volée trop haute et trop inégale pour elle ». En 1783 il faisait sommation à sa femme de venir le rejoindre ; mais les Covet, père et fille, étaient bien décidés à rompre juridiquement, et ici se place en mai-juin le fameux procès de séparation devant le Parlement d'Aix plaidé et aussi perdu par Mirabeau, mais gagné par Emilie, grâce à son défenseur Portalis, le futur ministre des cultes de Napoléon.

Survient la Révolution, le marquis de Marignane et sa fille émigrent en 1790. Aussi les meubles et effets de l'émigré Covet sont-ils vendus le 13 janvier 1794, au prix de 37.009 liv. 10 sous ; et le 28 février suivant, son épouse Gabrielle Maliverny obtient le divorce fondé⁽⁸⁴⁾ « sur l'abandon et la séparation de son mari depuis vingt ans et son émigration ». C'est au cours de cette émigration qu'Emilie, veuve de Mirabeau depuis 1791, épouse en secondes noces un italien, M. de la Rocca auquel elle donna un fils Charles Laroque né en 1792⁽⁸⁵⁾. Rentrée en France (1797) et veuve à nouveau dès 1798, elle reprit le nom de Mirabeau et, hantée du souvenir de celui-ci, elle revint occuper leur ancien hôtel à Paris, si bien qu'elle mourut dans la chambre et le lit même de son ex-mari, le 16 mars 1800, à peine âgée de 48 ans.

Elle avait testé en faveur du fils adoptif de Mirabeau, Lucas de Montigny ; mais, par suite d'un vice de forme, ce testament ne fut pas exécuté⁽⁸⁶⁾.

A cette époque le marquis de Marignane, de retour en France, avait obtenu restitution de son château de Marignane, avec les deux bourdigues, le salin et la madrague de Gignac. Il mourut à son tour le 22 octobre 1803, et avec ce personnage falot s'éteignait la lignée masculine des Covet de Marignane.

Héritier naturel de son grand-père, le jeune Charles Laroque était alors bien abandonné des siens qui l'avaient confié à un marseillais, Casimir Rostan (1773-1837), connu comme explorateur, botaniste, et qui fut aussi dix ans archiviste de la ville (1806-1816). C'est chez Rostan, place de Rome, que mourut à son tour Charles Laroque, âgé de 13 ans, le 27 juillet 1805⁽⁸⁷⁾. Du sang des Covet il y avait encore la descendance d'une sœur du marquis, Françoise-Marie, épouse de François-Pierre de Grasse, comte du Bar, et leur fille unique, cousine germaine d'Emilie, avait épousé un cousin de Grasse-Briançon en 1776. Mais par suite d'une hypothèque dotale qu'elle avait sur les biens des Covet-Marignane, c'est à sa grand-mère Anne Maliverny, encore vivante, que fut dévolue la succession de Charles Laroque. Et, après la mort de celle-ci, le 27 décembre 1814, ce sont les héritiers des Maliverny qui devinrent propriétaires du château de Marignane : en l'espèce Gabriel d'Albert de Saint-Hypolite, ancien président à mortier au Parlement d'Aix (1767) et Louis-Honoré Barrigue de Montvallon. Après avoir hésité à raser le château pour reconstruire sur son emplacement, ils ne trouvent rien de mieux que de le morceler en quatorze lots le 17 juin 1817⁽⁸⁸⁾.

L'honneur revient à la municipalité de Marignane d'avoir peu à peu libéré les diverses parties de la belle demeure des Covet pour en faire son hôtel de ville (1892). Avec sa façade monumentale à portique central et ses hautes fenêtres à frontons Louis XIV, avec son escalier d'honneur et surtout son grand salon à alcôve orné de larges frises à sujets mythologiques, servant de salle de délibérations, l'ancien château est le souvenir tangible et évocateur d'une dynastie seigneuriale fondée par deux marchands venus en 1555 de la Bresse lointaine s'illustrer dans le grand commerce de Marseille. Et leur nom s'éteint au temps de la Révolution française dans le sillage prestigieux du fameux Mirabeau dont les ancêtres avaient été, eux aussi au XVI^e siècle, à la tête du haut négoce maritime de Marseille.

Joseph BILLIoud

(1) Belleguise, *Maintenues de noblesse en Provence*, éd. du Roure 1923, t. II, p. 518, extrait produit lors de l'enquête de 1668.

(2) Arch. B.-du-Rh. C. 4961 ; Arch. comm. III. 472.

(3) BB. 40, fol. 71 V^o. Il dit résider à Marseille depuis cinq ans.

(4) La date du 10 janvier (notaire Vinatier) est donnée par le dossier du musée Arbaud 1215 A I. Artefeuil, *Histoire héroïque*, t. I, p. 293,

donne le 3 septembre. Je n'ai pu retrouver les originaux

(5) J. Billioud, *Hist. du commerce de Marseille de 1515 à 1599*, V, p. 210, Louis Monier à la compagnie de l'Ecarlate et p. 520, Louis Monier importateur d'étain. - Chartrier de M. Brunc Durand, pièces diverses : v. le 29 décembre 1635 rappel d'un arrêt du 23 nov. 1592 contre les hoirs de Louis Monier. - La généalogie des Monier est dans Artefeuil, t. II, p. 154. - Dès le 15 mai 1557 Louis Monier représente à Marseille

- les frères Covet contre André Olivier et Jean Sauzède : arch. B.-du-Rh., not. Jean Lemaire, fol. 619. Les Covet sont dits marchands bourgeois trafiquants à Lyon.
- (6) Arch. B.-du-Rh., B. 57, f° 298.
 - (7) Billoud, op. c., p. 441.
 - (8) Arch. dép. Rhône, 3 E. 4173, f° 1800.
 - (9) Billoud, op. c., p. 415.
 - (10) Arch. B.-du-Rh., ét. Malauzat, 381 E., not. Buffi, n° 183, le 19 avril 1575.
 - (11) Périaud, *Notes et documents*, année 1596, p. 82, 83 : lettres des consuls de Lyon au doge de Gènes et au prince Doria.
 - (12) Billoud, op. c., p. 495.
 - (13) Arch. comm., 16 H, dossier 8. Indemnité réclamée par les Covet à Benoît Ferrenc, après saisie par les Turcs de leurs cochenilles déposées au fondoue d'Alep, le 14 mai 1597.
 - (14) Arch. B.-du-Rh., ét. Bergeon, n° 10, f° 210 et f° 247 r°.
 - (15) Billoud, op. c., p. 462.
 - (16) Billoud, p. 274.
 - (17) Billoud, pp. 508 et 521.
 - (18) Arch. comm., FF. 263, requête des consuls au lieutenant de la sénéchaussée, le 3 septembre 1579.
 - (19) Chartier de M. Bruno Durand. Inventaire des pièces produites devant le sénéchal de Marseille par Jean-Baptiste de Cauvet contre Esprit Félix de 1596-1612 : « Dict que feu Jehan de Cauvet, Georges Fournier et les hoirs à feu Hugues Vaccon, ou damoysselle Marguerite Sabattier, leur Intresse, ayant fait sossieté entre eux pour le faict de papier, Ilz nurent fait construire plusieurs mollins pour la fabrique desdizetz papiers. Cette société dura quelque temps ; mais enfin ayant été dissolue et les mollins partagés entre les associés, les hoirs dudlt Vaccon et Georges Fournier sont mis en cause par le dict sieur baron de Cauvet ». On conserve dans le même chartier tous les comptes de la fabrique commune de 1593 à 1602, la valeur totale du papier exporté s'élevant à 12.744 écus. Sur le papier commandé par Pierre Paul, éditeur des *Obras et rimos* de Bellaud de la Bellaudière, v. Billoud, op. c., p. 486.
 - (20) Chartier de M. Bruno Durand. Copie d'inventaire pour Martin et Jean de Cauvet et Joseph Négrel contre Louis de Cabre : celui-ci prétendait, en tant que seigneur censier, pouvoir reprendre le moulin par droit de prélation. Arch. dép., dépôt d'Aix, not. Jean-Robert Baudoin : le 9 avril 1637, arrentement d'une maison à Roquevaire par le baron de Cauvet, proche son moulin à papier.
 - (21) Mariage du 17 oct. 1582 : v. arch. B.-du-Rh., insinuation du 18 janvier 1583, fol. 428 v°. Désirée à 17 ans, étant née aux Accoules le 24 sept. 1565, f° 64 v°.
 - (22) Mariage du 22 mars 1584 : v. arch. B.-du-Rh., ét. Bergeon 360 E, f° 157 et insinuation du 10 septembre. La dot est de 8.000 écus d'or, dont Michel de Villages aura l'administration au nom de son fils. Il donne à son fils une maison sise place Neuve, à l'angle de la rue de Jérusalem et une bastide à La Valbonnette.
 - (23) *Inventaire des titres de la maison de Forbin...*, 1900, p. 10.
 - (24) Musée Arbaud 1215 A. I et Guichenon, *Hist. de la souveraineté de Dombes*, t. II, p. 155.
 - (25) Belleguise, *Maintenues*, II, 518, d'après Charpentier et Grangier notaires à Lyon. Les frères Covet se qualifient de seigneurs de La Mure en Lyonnais. La minute originale n'a pu être retrouvée.
 - (26) Périaud, *Notes et documents*, année 1591, pp. 108-109. Les maîtres des métiers ont élu du côté de Fourvières... « Martin Cauvet... homme de très grands moyens et facultés qui, encore qu'il ne soit natif de la ville, comme les autres, y a toutefois le principal de son bien, et qui est reconnu pour bien affectionné au bien et repos d'icelle pour les grandes sommes et deniers qu'il lui a prêtées... ». Sur ces prêts, v. arch. comm. Lyon, CC. 4084 et 4085.
 - (27) Arch. comm. II, famille Covet : écrit pour les consuls du 26 janvier 1598, fol. 16 v°, CC. 2558, obligations par les consuls des 21 septembre et 12 décembre 1591.
 - (28) Ibidem : Écrit pour les consuls, f° 11 v°.
 - (29) Arch. B.-du-Rh., B. 106, fol. 135 v°.
 - (30) Guichenon, *Hist. de la souveraineté des Dombes*, t. II, p. 155 et le 1215 A I du Musée Arbaud. Les auteurs ont dénommé Martin le jeune Covet tué à Saint-Tropez. En réalité Martin était le prénom du baron de Saint-Olive, son frère, baptisé aux Accoules, le 6 janvier 1574 et inhumé à Saint-Bernard le 18 août 1617. Sur le siège de Saint-Tropez, v. Bouche, *Hist. de Provence*, t. II, p. 822.
 - (31) Ce partage est postérieur au 4 juillet 1597, date à laquelle Martin, qui a acheté Treis en commun avec Jean, obtient décharge du trésor, droits de lods et de rétention dûs au domaine : arch. dép. B.-du-Rh., registre *Virtus*, B. 77, fol. 403 v°.
 - (32) Musée Arbaud, 1215 A. I.
 - (33) Arch. B.-du-Rh., rég. 1101, Observance, fol. 227 v°.
 - (34) Musée Arbaud 1215 A. I, Ferrier, not. à Marseille.
 - (35) Arch. B.-du-Rh., fonds Coriolis, XIV E. 610.
 - (36) Belleguise, *Maintenues...*, t. III, p. 131.
 - (37) Guichenon, *Artefeuil* et Arbaud 1215 A. I., Belleguise, t. II, p. 518.
 - (38) Busquet, *Les fonds des Archives départ. des B.-du-Rh.*, 2^e vol. 1^{er} p., dépôt d'Aix, p. 156. Arch. B.-du-Rh., B. 3341, f° 298, rapport de collocation des droits seigneuriaux de Marignane appartenant à Jacques d'Urfé, le 6 janvier 1602.
 - (39) Arch. B.-du-Rh., B. 3343, fol. 887 v°. J.-B. Covet était d' en droit de l'université de Padoue : v. son diplôme du 1^{er} septembre 1592, arch. dép. VII F.
 - (40) *Histoire et chronique de Provence*, Lyon, Simon Rigaud, 1614, pp. 1082 et 1083.
 - (41) Billoud, *La pêche au thon*, dans *Revue Marseille*, N° 26, mai-août 1955. Pour le contrat, v. dépôt d'Aix, fonds Baudoin, n° 218, f° 130, le 12 février 1629. Fabre, *Rues de Marseille*, t. I, p. 403.
 - (42) Dépôt d'Aix, fonds Baudoin, n° 220, f° 551, sommation de 23 mai 1633.
 - (43) Arch. B.-du-Rh., 34 H. 2 et 3, testament chez Robert Baudoin, not. à Aix.
 - (44) Arch. B.-du-Rh., fonds Coriolis, XIV E. 610. Le couvent ne fut fondé que le 15 janvier 1648 avec cinq religieux (Boniface Alphéran, notaire à Aix).
 - (45) *Hist. de la ville d'Aix*, 1880..., t. IV, pp. 47 et 314.
 - (46) Belleguise, II, p. 518.
 - (47) Musée Arbaud, fonds Mirabeau, n° 32, au prix de 36.000 livres.
 - (48) Ad. Crémieux, *Marseille et la royaume pendant la minorité de Louis XIV*, 1917, t. I, p. 217 et 225.
 - (49) Belleguise donne, II, p. 518 : a) testament d'Henri Covet du 9 mai 1641 instituant son fils Jean-Baptiste pour héritier, b) provision pour le même du gouvernement de la tour de Bouc du 24 mai 1647 à la suite du décès de son père. Cependant la généalogie Arbaud fait mourir Henri seulement le 5 août 1651.
 - (50) Par une grave erreur Artefeuil le donne une seconde fois procureur du pays en 1662, le confondant avec son fils Jean-Baptiste II.
 - (51) Musée Arbaud, fonds Mirabeau, n° 22 : au prix de 106.000 livres.
 - (52) Arch. B.-du-Rh., B. 3352, fol. 121, lett. pat. 17 nov. 1638. Reçu le 14 mai 1639.
 - (53) Arch. B.-du-Rh., fonds Coriolis, XIV E. 610, contrat du 25 juin 1638.
 - (54) Arch. B.-du-Rh., B. 3353, f° 74. Busquet, *Bouches-du-Rhône*, III, pp. 377-378.
 - (55) Crémieux, t. I, p. 353. Sur la location de la maison Covet, v. BB. 87, fol. 63 v° ; elle était de 3 ans, à 500 livres par an.
 - (56) J. Fournier, *Le marquisat des Iles d'or* dans *Bull. géogr. hist. et descriptive*, 1904, p. 265. Créé par François 1^{er} en 1531 pour l'amiral d'Ornezan, le marquisat, échu à Pierre de Gondî, général des galères, en 1624, lui avait été racheté par Richelieu en janvier 1635 moyennant 60.000 livres. V. arch. B.-du-Rh. B. 3347, fol. 212 v° et La Roncière, *Histoire de la marine*, t. IV, p. 572.
 - (57) Arch. B.-du-Rh., 34 H 2 et 3.
 - (58) Arch. B.-du-Rh., B. 3358, f° 507, lett. pat. du 19 mars 1655 et Boisgelin, *Chronologie...*, pp. 90 et 98.
 - (59) Musée Arbaud, 1215 A. I.
 - (60) Arch. B.-du-Rh., B. 3356, f° 319 v°.
 - (61) Les dates de ces deux mariages ont donné lieu à de grossières erreurs.

Artefeuil fixe le premier à 1649, alors que Jean-Baptiste, dont les parents se sont mariés en 1637, aurait en tout au plus onze ans, Belleguise ignore le premier mariage et fixe le second au 3 juin 1651 ; mieux vaut sur ce point suivre Artefeuil qui donne 1664.

- (62) Lettres des 23 mai 1672, 16 et 19 février et 4 mars 1676.
- (63) Fr. Masson, *Le marquis de Grignan*, 1887, p. 24.
- (64) *Les meubles d'argent et les belles soies* n'apparaissent pas dans les éditions du XVIII^e siècle et sont donnés par l'édition Régnier, 1862, t. IX, p. 75. Il est fait allusion au jugement de Rouillé du 6 juin 1678 dans la déclaration de noblesse du 11 oct. 1695 : arch. B.-du-Rh., B. 115, f^o 122.
- (65) V. les lettres des 8 juin, 13, 20 juillet et 9 août 1689.
- (66) Musée Arbaud, fonds Mirabeau, n^o 21.
- (67) Dépôt d'Aix, not. Bacon à Marignane, rég. 88, fol. 337. Il teste le 4 mars 1693 (Laure à Marseille) d'après Arbaud 1215 A I.
- (68) Masson, *Le marquis de Grignan*, 1887, p. 42.
- (69) Belleguise, III, p. 131. L'arrêt est enregistré à B. 115, fol. 122.
- (70) Pinard, *Chronologie histor. militaire*, t. I à VI, 1760 à 1764, v. t. V, p. 86. V. sa commission arch. dép., VII F. fonds Labarre. Il avait été maréchal de camp le 29 mars 1710.
- (71) Musée Arbaud 1215 A I. Il est capitaine de cavalerie dans le régiment du Roi.
- (72) Arch. B.-du-Rh. 34 H 2 et 3.
- (73) H. Rolland, *Un jeton provençal inédit* dans *Rev. numismatique*, 5^e série, t. IX, 1946, pp. 237 à 239.
- (74) Musée Arbaud, fonds Mirabeau, n^o 24.
- (75) Joseph Gaspard teste le 24 mai 1705 (Baron, not. Marignane) : v. musée Arbaud, 1215 A¹. Le 3 août 1708 il est mort, d'après le rapport d'estime de la propriété des Covet, sise à Marseille, sur le grand chemin allant du logis du Melon à la fontaine Sainte-Marthe (arch. comm., FF. 1193, n^o 100). Paul de Covet, colonel du régiment Albigeois, y agit comme tuteur de son neveu Joseph de Covet, marquis de Marignane. Pour l'écn écartelé, v. Rolland, *Armorial général*, 5^e série du supplément à *Rietstap*, 1942 p. 131.
- (76) Pinard, op. cit., t. V, p. 320. Artefeuil, t. I, p. 294. Archives privées de M. Lacombe de Lapeyrouse : réception avec dispense d'âge à l'ordre de Malte du 7 août 1698.
- (77) Arch. comm. série II, Famille (Roux). Plaidoirie de Jean-Joseph de Roux du 17 août 1723 contre Joseph-Marie de Covet, marquis de Marignane, sous-lieutenant des chevaux légers de la garde du roi.

D'après ce texte le procès remonterait à 1717, et il y aurait eu dès le début collusion contre de Roux entre les Covet, Germain de l'Es-trade, beau-père du plaignant et la propre femme du plaignant.

- (78) La date du mariage est fixée dans un document de la collection privée de M. Lacombe de Lapeyrouse, à Marseille, que je remercie de cette indication. - V. aussi Bibl. Méjanes, mss. 1488 : transaction du 11 juillet 1726 entre la communauté de Plaisians et les Covet.
- (79) Musée Arbaud, 1215 A I.
- (80) Luynes, *Mémoires*, éd. Dussieux et Soullé, 1861, t. VII, p. 152. La présentation eut lieu en décembre 1745. Sur la retraite de Jean-Baptiste II, v. t. XI, p. 456 et t. XII, p. 35. Il mourut de gangrène, ayant deux doigts de main coupés. Sa charge fut vendue et son fils en acquit une de cornette moyennant 130.000 livres. Sur la vie de Marguerite d'Orcel à Paris, v. les notes biographiques de Dauphin Meunier, à la suite de son ouvrage, *La comtesse de Mirabeau*, Perrin, 1908. Il s'appuie sur diverses lettres de famille formant le mss. 1488 de la Méjanes. Au sujet du marquis de Vence, v. les pp. 382-383 et 412 ; mais noter que D. Meunier ne justifie pas ses dires quant aux relations du marquis avec Marguerite d'Orcel.
- (81) Lettre du 30 déc. 1778 dans D. Meunier, pp. 377 et 563.
- (82) Arch. comm. IIII. 287, lettres du marquis des 14 décembre 1772, 3 janvier 1773, 13 mars 1788.
- (83) A partir d'ici nous nous contenterons de résumer Loménie, *Les Mirabeau, nouvelles études sur la société française au XVIII^e siècle*, 2^e partie, 1889 ; v. t. III, pp. 81, 83, 87, 91, 456, 458, 466, 544. Sur le comte de Gailliffet et la mort du petit Victor, v. aussi D. Meunier, p. 216.
- (84) P. Moulin, *Vente des biens nationaux*..., t. III, p. 7, 26, 27.
- (85) Foucard de la Roque (della Roccasparviera) était un officier sans naissance, investi de ce fief depuis 1773 seulement. D. Meunier a relaté en détail l'opposition du marquis de Marignane à ce remariage. L'enfant est né à Nice le 28 avril 1792 et le mariage régularisé le 9 juin. De la Rocca est mort le 23 janvier 1798. V. D. Meunier, p. 300.
- (86) D'après D. Meunier, p. 305.
- (87) Arch. comm., mairie du MdI, rég. 2. Le second témoin est Victor-Joseph Verdilhon, rue Saint-Ferréol, parent du décédé, 62 ans, et époux d' Aimée Rostan, 50 ans. Dans le recensement de 1807, n^o 112, la mère de Casimir Rostan est dite née Poulhariès. Or la grand-mère paternelle du petit Charles Laroque était Sabine Poulhariès : v. extrait des mutations par décès de l'enregistrement de Marignane, au musée Arbaud, fonds Mirabeau, n^o 31. L'enfant y est dénommé Honoré-Esprit-Anne Foucard de la Roque.
- (88) Procès verbal de vente aux enchères dans Musée Arbaud, fonds Mirabeau, n^o 29.

LE PRIX FAIT DE L'HOTEL DE VILLE DE MARIGNANE

Dans l'article ci-dessus nous avons fixé la construction du beau corps de façade de l'Hôtel de Ville actuel de Marignane aux années 1689-1696. Or, d'après un acte des minutes du notaire du lieu Baron (dépôt annexe des archives départementales à Aix), il semble bien que le prix fait de cette façade ait été donné trente ans auparavant, soit le 25 janvier 1666, (f^o 1017 v^o). A cette date Jean-Baptiste de Covet passe marché avec Laurent Vallon, maître maçon [et architecte de la province depuis 1696] pour la maçonnerie nécessaire au nouveau bâtiment qu'il veut faire construire à Marignane. Et les termes suivants paraissent convenir tout à fait à la façade en question : « luy fère toute la taille nécessaire et architecture pozée....., excepté ce que aura de besoin des mains de l'esculteur....., abatre et faire la place pour metre la taille de la facade dudit batiment ». Les travaux devaient débiter dès février et

être réglés au fur et à mesure de leur avancement. Il reste à savoir si l'œuvre fut effectivement réalisée dès 1666, ou si au contraire elle aurait été interrompue et reprise en 1689 : question que seule pourrait trancher la découverte de la quittance définitive.

Cet acte du 25 janvier 1666 offre en outre l'intérêt d'avoir été passé en présence de Jean Daret, maître peintre du roi demeurant à Aix, qui devait mourir en 1668. Il est vraisemblable que le seigneur de Marignane avait l'intention de confier l'exécution du plafond peint de l'actuelle salle des délibérations à cet excellent artiste.

Ainsi cette œuvre remarquable devrait-elle être ajoutée à la liste des plafonds qu'il a peints dans six hôtels d'Aix des plus réputés.

